Niveau(x) d'enseignement : 9
Centre d'intérêt : 912

Numéro EDUQ : 9370424

Blais, Hélène.

Les organismes de concertation et les organismes non-gouvernementaux (ONG) à vocation internationale / par Hélène Blais. -- [Québec] : Direction générale de l'éducation des adultes, c1987.
50 p. ; 28 cm.

Code : 38-2532, 8788-1295

ISBN 2-550-14145-8

Vedette(s)-secondaire(s) : Québec (Province). Direction générale de l'éducation des adultes

Descripteur(s) : Alphabétisation * Coopération internationale * Organisme * Education des adultes

Informations sur les organismes de concertation et les organismes non gouvernementaux à vocation internationale ayant leurs assises au Québec et oeuvrant dans le domaine de l'alphabétisation des adultes. Pour chacun des organismes, on donne les indications suivantes : personne-ressource, adresse et téléphone, projets, programmes ou activités d'alphabétisation des adultes.

Type de document :

DIRECTION
GÉNÉRALE DE
L'ÉDUCATION
DES ADULTES

LES ORGANISMES DE CONCERTATION ET LES ORGANISMES NON-GOUVERNEMENTAUX (ONG) À VOCATION INTERNATIONALE

9370424

Les organismes de concertation et les organismes non-gouvernementaux (ONG) à vocation internationale

par Hélène Blais

ISBN: 2-550-14145-8
© Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation, 1987
Tous droits réservés

Dépôt légal
Quatrième trimestre - 1987

Direction générale de l'éducation des adultes

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LA SYNTHESE
CONCERNANT LES ORGANISMES DE CONCERTATION

ADS	Assemblée des délégués syndicaux
CAPAV	Centre d'animation et de productions audio-visuelles
CECM	Commission des écoles catholiques de Montréal
CECQ	Commission des écoles catholiques de Québec
CEHM	Centre éducatif des Haïtiens de Montréal
CLSC	Centre local de services communautaires
CPACS	Comité provincial d'alphabétisation dans les commissions scolaires
CS	Commission scolaire
CSE	Conseil supérieur de l'éducation
CSR	Commission scolaire régionale
DEA	Directeur de l'éducation des adultes
DGEA	Direction générale de l'éducation des adultes
DGRD	Direction générale de la recherche et du développement
FALP	Functional Adult Literacy Program
GREA	Groupe de recherche en alphabétisation
GREC	Groupe de recherche en évaluation des curriculums
LLC/Q	Laubach Literacy of Canada/Quebec
MCCI	Ministère des Communautés culturelles et de l'immigration
MEQ	Ministère de l'Education du Québec
NALA	National Affiliation for Literacy Advance
OCED	Organisation canadienne pour l'éducation au service du développement
OVEP	Organisme volontaire en éducation populaire
PSBGM	Protestant School Board of Greater Montreal
QLWG	Quebec Literacy Working Group
RECLAIM	Reading Council for Literacy Advance in Montreal
RGPA	Regroupement des groupes populaires en alpha
SEA	Service d'éducation des adultes
SPGPQ	Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec
TREAQ	Table des responsables de l'éducation des adultes au Québec
UdeM	Université de Montréal
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UQAM	Université du Québec à Montréal
UQAR	Université du Québec à Rimouski

J'écris uniquement pour dire ce temps archaïque d'une voix génétique. Elle n'est pas naturelle, elle est dans sa scription. Elle est là, datée, sur le monument-moi, elle est là, fibreuse, laissée au hasard du silex des vents, quand l'autre, tout-autre, par sa lettre saxifrage léguée, à mon insu, a créé de toutes pièces et à partir de presque rien, les mots de ma bouche.

Madeleine Gagnon, "Poésie parole fibreuse", in Estuaire, no 40-41, 1986.

PRESENTATION

Les responsables des "organismes de concertation" et des organismes non-gouvernementaux (ONG) à vocation internationale, ayant leurs assises au Québec et étant impliqués dans le domaine de l'alphabétisation des adultes, ont été interviewés par la coordonnatrice provinciale de la recherche-action sur le développement de l'alphabétisation au Québec.

Je vous relate donc ici, de façon condensée, les informations recueillies par téléphone, par courrier et "de visu".

LE RESEAU UNIVERSITAIRE

Université de Montréal

Personne-ressource: Monsieur Emile Ollivier

Adresse: Université de Montréal, Faculté des Sciences de l'Éducation, C.P. 6128, Succursale A, Montréal (Québec), H3C 3J7

Depuis 1977, l'U de M offre un cours-session de 45 heures par année portant sur les idéologies, les stratégies et les actions en alphabétisation. Ce cours est offert dans le cadre d'activités en sciences de l'éducation et plus particulièrement en andragogie. Certains étudiants rédigent des mémoires de maîtrise ou des thèses de doctorat sur le sujet. La majorité des étudiants inscrits à ce cours sont des formateurs d'adultes, des animateurs ou des gestionnaires. L'alphabétisation pose aux formateurs qui s'y intéressent des problèmes d'ordre méthodologique, organisationnel et technologique. Le cours intitulé: **L'alphabétisation des adultes: idéologies, stratégies et actions**, permet de définir et de cerner les aspects multidimensionnels de l'analphabétisme, de réfléchir sur les idéologies en oeuvre dans les actions d'alphabétisation, de connaître les différentes façons d'alphabétiser, d'analyser les instruments d'alphabétisation au Québec et enfin de dégager des options fondamentales en éducation de base des adultes.

L'alphabétisation y est définie comme une "initiation aux codes sociaux en usage dans une société moderne, une acquisition et un développement de la compétence à communiquer".

Université du Québec à Rimouski

Personne-ressource: Monsieur Pierre Groulx

Adresse: UQAR, Département des Sciences de l'Education, 300 avenue des Ursulines, Rimouski (Québec), G5L 3A1

Téléphone: (418) 723-1986

A l'hiver 1985, les formatrices en alphabétisation rattachées à la CS de la Vallée de la Matapédia (à Amqui), sous la responsabilité de Madame Gemma Brillant, concevaient un programme court de formation en choisissant quatre cours parmi la "banque de cours" du certificat en andragogie offert par l'UQAR, sur l'ensemble du territoire du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie. Ces cours sont les suivants: 1° Intervention éducative auprès des adultes en situation d'apprentissage; 2° Processus d'apprentissage chez l'adulte; 3° Méthodologie de l'alphabétisation de l'adulte; 4° Apprentissage individualisé.

Le même programme court est offert à Rimouski, aux formatrices de la région, depuis l'hiver 1987.

Pour Monsieur Groulx, l'alphabétisation c'est "apprendre à maîtriser la langue parlée et écrite pour des fins utilitaires et de communication (dans le sens étymologique du terme: action commune, communier avec

autrui à tous les niveaux). L'alphabétisation est aussi proche du mot conscientisation dans le sens d'insight dans les conditionnements personnels, sociaux et culturels véhiculés et entretenus par la langue parlée et écrite. Alphabétiser c'est aussi libérer l'esprit humain de la prison linguistique: les mots et les concepts (théories, idéologies, valeurs, etc.) étant devenus plus importants que la perception directe et immédiate des faits eux-mêmes".

Un groupe de recherche, le GREA, formé de professeurs-chercheurs de l'UQAR est aussi actif. Il a, entre autres, élaboré un répertoire bibliographique sur l'analphabétisme et l'alphabétisation.

Université du Québec à Montréal

Personnes-ressources: Messieurs André Dugas (module de linguistique) et Marcel Lavallée (département des Sciences de l'Education)

Adresse: UQAM, C.P. 8888, Succursale A, Montréal, H3C 3P8

Depuis l'automne 1983, le module de linguistique, dans la famille des Lettres de l'UQAM, offre un certificat de premier cycle en alphabétisation. Ce programme vise la formation théorique et pratique des intervenantes et intervenants en alphabétisation des adultes et leur compréhension des incidences linguistiques, sociales, culturelles et politiques de l'analphabétisme et de l'alphabétisation dans le contexte de la société québécoise actuelle.

Les cours offerts aux étudiants sont les suivants: 1) Méthodologie de l'alphabétisation; 2) Activité d'intégration; 3) Stage d'intervention en alphabétisation; 4) Langues et société; 5) Introduction aux pratiques et aux politiques d'alphabétisation; 6) Stratégie de l'alphabétisation; un cours choisi parmi les suivants: 7) Dynamique des problèmes sociaux contemporains; 8) Education permanente en milieu populaire; 9) Culture ouvrière et populaire; 10) Groupes marginaux et sous-cultures; un cours parmi les suivants: 11) Développement psychosocial de l'adulte; 12) Psychologie du développement (stade adulte); deux cours choisis parmi les suivants: 12) Laboratoire d'entraînement à l'animation; 13) Dépistage et diagnostic des inadaptations; 14) Stratégies pédagogiques à l'éducation des adultes; 15) Séminaire d'analyse de l'enseignement des mathématiques; 16) Problèmes sociaux et politiques sociales.

Pour Monsieur Dugas, l'alphabétisation remet en question trois problématiques majeures: 1° un problème d'ordre linguistique concernant les multiples variétés de la langue orale (parlée) par rapport à l'unique façon de l'écrire; 2° le milieu social (prolétariat, sous-culture, etc.) où se retrouvent les adultes analphabètes; 3° la spécificité de la psychologie de l'apprentissage chez des adultes.

Le certificat en alphabétisation regroupe beaucoup d'étudiants et est le lieu de travaux de recherche pouvant avoir un impact sur les orientations actuelles et futures des pratiques d'alphabétisation au Québec.

Le département des Sciences de l'Education s'est aussi impliqué dans le domaine de l'alphabétisation en instaurant des activités d'alphabétisation assistée par micro-ordinateur. Cette expérimentation a pris coprs sous l'égide de Monsieur Marcel Lavallée, professeur au département des Sciences de l'Education et directeur du GREC. C'est en collaboration avec le CLSC Centre-Sud et le SEA de la CECM qui rémunérait l'alphabétiseure-chercheure (Hélène Blais) que des activiés d'alphabétisation se sont déroulées de septembre 1983 à mai 1986, à raison de deux sessions par année.

Université du Québec à Hull

Personne-ressource: Monsieur Benoit Charbonneau

Adresse: UQAH, C.P. 1250, succ.B, Hull (Québec), J8X 3X7

Téléphone: (819) 776-8419

Depuis l'automne 1979, l'UQAH offre un certificat de deuxième cycle en andragogie. Certains formateurs d'adultes qui y sont inscrits oeuvrent dans le domaine de l'alphabétisation et de la formation de base. Les professeurs qui les supervisent sont amenés à contribuer à l'implantation de projets dans leurs organismes respectifs. L'UQAH contribue aussi, par le biais du "Service à la collectivité", à la formation des intervenants bénévoles en alphabétisation oeuvrant dans des organismes pilotés par des commissions scolaires régionales.

Les orientations pédagogiques prônées par l'UQAH s'inspirent des théories "cognitivistes et humanistes de l'apprentissage". Les principaux objectifs de formation visent à sensibiliser les formateurs et les intervenants bénévoles aux "besoins" et caractéristiques des "analphabètes", à susciter chez eux une démarche pédagogique centrée sur l'apprenant et, enfin, à explorer des méthodes congruentes avec cette approche.

L'UQAH collabore présentement avec le Brésil (fondation EDUCAR, ancien MOBRAL, mouvement brésilien d'alphabétisation et l'Université fédérale de Pernambuco, à Recife, au nord-est du Brésil) dans le domaine de l'alphabétisation et du développement communautaire.

Pour Monsieur Charbonneau, l'alphabétisation est une démarche sociale et collective visant l'acquisition de "savoirs et savoir-faire" qui sont de nature à rendre les apprenants fonctionnels, c'est-à-dire en mesure de s'acquitter de leurs responsabilités et de faire valoir leur droits. Ces "savoirs et savoir-faire" s'acquièrent par l'intermédiaire de l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul, habiletés de base essentielles.

Université du Québec à Trois-Rivières

Personne-ressource: Paultre Ligondé

Adresse: UQTR, Département des Sciences de l'Education, C.P. 500,
Trois-Rivières, G9A 5H7

Téléphone: (819) 376-5543

Au département des Sciences de l'Education, on s'intéresse depuis quatre ans à la recherche en alphabétisation, plus particulièrement aux applications pédagogiques de la micro-informatique. Une équipe de quatre chercheurs (Paultre Ligondé, Louis Dessureault, Jean-Claude Boudreault et Jacques Gingras) ont élaboré un projet de recherche intitulé: "Applications pédagogiques de l'ordinateur et du vidéographe en alphabétisation". Ses principaux objectifs sont une recherche sur la validité de la méthode d'apprentissage assistée par micro-ordinateur et l'implantation possible des micro-ordinateurs au sein du SEA des CS de la région de Trois-Rivières offrant des activités d'alphabétisation pour adultes.

Université du Québec à Chicoutimi

Personne-ressource: Monsieur Rodolphe Gagnon

Adresse: UQAC, Module d'Andragogie et d'Education, 555, boul. de l'Université, Chicoutimi (Québec), G7H 2B1

Depuis 1979, un certificat de premier cycle en andragogie est offert au module d'andragogie et d'éducation de l'Université du Québec à Chicoutimi. S'adressant plus particulièrement aux formateurs d'adultes de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, ce certificat vise 1° l'aide à l'apprentissage adulte; 2° la transformation du milieu socio-éducatif et social; 3° la traduction dans les faits des principes andragogiques véhiculés dans le programme du certificat.

Pour Monsieur Gagnon, l'alphabétisation, cette formation de base à garantir à chaque citoyen, s'appuie en pratique sur un principe de base fondamental: la prise en charge.

Malgré les efforts conjugués du milieu de l'alphabétisation de la région et de l'UQAC, un programme de certificat de premier cycle en alphabétisation n'a pas encore pu voir le jour. La problématique de l'alphabétisation des adultes est donc abordée par le biais de recherches-actions effectuées par les étudiants-formateurs dans le cadre du certificat en andragogie. On souhaiterait vivement que puisse être instauré un certificat de premier cycle en alphabétisation.

Université Laval

Personnes-ressources: Messieurs Claude Langevin (département de psychopédagogie) et Jean-Réal Nadeau (département de counseling et orientation)

Adresse: Université Laval, Cité Universitaire, Pavillon des Sciences de l'Education, Québec, Canada, G1K 7P4

Téléphone: M. Langevin: (418) 656-2282; M. Nadeau: (418) 656-3413

A l'Université Laval, le Département de Counseling et Orientation de la Faculté des Sciences de l'Education offre un cours intitulé: Nature de l'Education des Adultes. Ce cours vise principalement à situer l'éducation des adultes dans le contexte de l'éducation permanente; à analyser l'éducation des adultes comme phénomène social, comme discipline et champ de recherche (aux Etats-Unis, en Europe, au Canada et au Québec); à investiguer et examiner les forces sociales agissant à la fois sur les besoins et les contenus en éducation des adultes; enfin, à identifier les principales composantes de l'éducation des adultes en tant que discipline scolaire.

Les phénomènes de l'analphabétisme et de l'alphabétisation au Québec et dans le monde sont abordés par l'intermédiaire de l'analyse du Rapport Jean (Commission d'Etude sur la Formation des Adultes, 1982) et des études publiées par l'UNESCO.

Au département de psychopédagogie, on s'intéresse aussi au phénomène de l'alphabétisation, mais surtout dans toutes les dimensions

d'apprentissages qu'elle fait resurgir. Pour Monsieur Langevin, l'alphabétisation est alors prise au sens du contextualité, c'est-à dire d'état de relation de l'individu vivant avec son milieu. Alphabétiser serait donc l'action de re-contextualiser les apprenants de façon fonctionnelle, à partir de leur vécu.

ORGANISMES NON-GOUVERNEMENTAUX

AQOCI

Référence: Bottin des activités et le Répertoire 1985-1986, publiés par l'AQOCI.

Adresse: 4205, rue Saint-Denis, suite 240, Montréal, H2J 2K9

Téléphone: (514) 842-1024

L'AQOCI est un lieu de concertation des ressources et un forum d'intervention pour les 39 organismes de coopération et d'éducation au développement international présents au Québec. Fondée en 1976, l'AQOCI est une organisation non-gouvernementale, sans but lucratif.

L'AQOCI vise à servir, promouvoir et représenter la communauté des organismes de coopération internationale oeuvrant au Québec. Ses principes sont les suivants: 1° solidarité avec les peuples du Tiers-Monde; 2° soutien à leur développement auto-centré dans une perspective d'indépendance économique et politique.

L'AQOCI veille à favoriser la concertation des OCI (opinions, informations, services) pour mieux coordonner les actions; à représenter ses membres auprès des organismes gouvernementaux et ministères (particulièrement le ministère des Relations internationales), des associations ou regroupements provinciaux (syndicats, patronat, universités, mouvement coopératif, etc.), des médias, de la population en général.

A l'heure actuelle, les principaux comités et activités de concertation de l'AQOCI sont les suivants: 1° Le Comité québécois Femmes et développement; 2° Le projet Solidarité Canada-Sahel; 3° Le groupe de travail sur la santé; 4° Un groupe de travail sur l'Amérique latine; 5° Un Comité ad hoc d'évaluation de l'éducation au développement à l'AQOCI.

L'AQOCI publie mensuellement un bulletin de liaison: Inter-Mondes, produit deux publications bimensuelles: Les notes d'actualité et Notes de conjoncture. Elle participe aussi, pour une troisième année, à l'émission Nord-Sud, réalisée par Radio-Québec. L'AQOCI est coproductrice de l'émission. Elle collabore avec le journal Le Devoir et le projet international de l'UNESCO au supplément Un seul monde, produit internationalement par 19 grands quotidiens . Ce supplément paraît trois fois l'an. Cela fait aussi partie du mandat de l'AQOCI de fabriquer des documents, dépliants, affiches pour les OCI membres.

Coopération Nord-Sud en Education

Personne-ressource: Monsieur Luc Doray

Adresse: 1940, boul. Henri-Bourassa Est, Montréal, H2B 1S2

Coopération Nord-Sud en Education existe depuis 1983. Organisme sans but lucratif, ses principaux objectifs sont la sensibilisation du public canadien et le soutien aux projets d'éducation et de formation outre-mer. Des projets d'alphabétisation, de formation générale, d'éducation des adultes, des paysans, des femmes, des jeunes ont eu lieu en Afrique centrale (Burundi, Rwanda), dans les Antilles (Haïti, République Dominicaine) et sur la côte ouest de l'Amérique du sud (Chili, Pérou, Bolivie).

Coopération Nord-Sud en Education ne procède pas à l'envoi de coopérants mais procure les fonds nécessaires aux ONG homologues, aux groupes locaux d'outre-mer. Les projets retenus par l'organisme devront viser l'autonomie, la prise en charge de la population-cible, par exemple, par une formation pratique et technique menant au marché du travail.

Coopération Nord-Sud en Education publie un bulletin d'information intitulé: Le Nord-Sud.

CUSO

Personne-ressource: Joan-Frances Tuck

Adresse: CUSO-Montréal, 2515 Delisle, Montréal, H3J 1K8.

Téléphone: (514) 933-1153

CUSO existe depuis 25 ans. Cet organisme non gouvvrnemental appuie le développement du Tiers-Monde par l'envoi de coopérants sur le terrain (techniciens, médecins, agronomes, comptables, etc.) et finance aussi directement des "petits projets" (dont le budget se situe entre 2 000$ et 200 000$). Au Canada, CUSO procède à l'évaluation des projets et à la sensibilsation du public. 95% de son financement lui vient directement de l'ACDI. L'autre 5% lui parvient de levée de fonds auprès du public. CUSO coopère actuellement avec une trentaine de pays à travers l'Amérique latine, les Caraïbes, l'Afrique orientale, centrale et australe, l'Asie et les Iles du Pacifique-sud. De 500 à 800 coopérants sont présentement en fonction à travers le monde. CUSO coopère avec le Sierra Leone dans un FALP échelonné de 1987 à 1990.

Pour Madame Tuck, l'alphabétisation est un moyen de permettre aux gens de mieux contrôler leur vie. En situation locale, les gens manquent d'informations. Lire et écrire est indispensable pour pouvoir améliorer des domaines de développement essentiels comme l'agriculture, l'habitation et la santé. En éducation, on focalise les énergies dans les collèges de formation d'enseignants ou les écoles secondaires,

particulièrement dans les régions rurales éloignées, privées de professeurs à cause de l'exode rural.

CUSO publie un bulletin mensuel intitulé: **CUSO FORUM.**

SUCO

Personne-ressource: Monsieur Michel Brodeur

Adresse: 3738, rue Saint-Dominique, Montréal, (Québec), H2X 2X9

Téléphone: (514) 288-3412

Ce sont les universités canadiennes qui ont été à l'origine de la création du SUCO, en 1961. Elles voulaient faire leur part dans la lutte contre le sous-développement en fournissant des ressources humaines ayant des compétences particulières. En 1972, le SUCO se rapproche des groupes populaires et des syndicats outre-mer.

La vocation du SUCO consiste en l'envoi de coopérants et dans le soutien de projets de développement par un transfert des ressources dans le tiers-monde en association avec les groupes populaires et communautaires. Parmi sa vingtaine de pays partenaires, le SUCO a décidé de concentrer ses efforts dans six pays d'Afrique et d'Amérique latine: Nicaragua, Pérou, Bolivie, Mozambique, Guinée-Bissau et le Mali. Au Canada, son action consiste surtout à établir des campagnes d'information, de sensibilisation et de financement, des sessions de formation et d'information. Les projets de solidarité directe, les

activités de coopération, touchent les domaines suivants: développement communautaire, ethnomusicologie, organisation technique, éducation, communication, santé de base, alphabétisation, aménagement du territoire, recherche-action-femmes.

Un projet sur dix concerne directement l'alphabétisation. Depuis octobre 1985, deux coopérantes en santé de base et en alphabétisation sont en poste au Pérou où plus de 57% des femmes minières sont analphabètes, les services d'éducation étant laissés à la discrétion des propriétaires miniers. Les coopérantes travaillent à soutenir l'auto-organisation des femmes des campements miniers et leurs activités de groupe. Elles assurent la formation de promotrices qui seront responsables de la formation dans les campements miniers en alphabétisation et en santé de base: hygiène, alimentation, santé materno-infantile, etc. Les conditions de vie dans les campements miniers sont lamentables: le taux de mortalité infantile y est un des plus élevé au monde, les logements sont exigus, en nombre insuffisant, sans chauffage ni électricité, à proximité de déchets toxiques, l'eau y est insalubre, les soins médicaux inadéquats et le salaire insuffisant pour assurer une alimentation de base adéquate.

OCSD

Personne-ressource: Madame Esperanza Moreno

Adresse: 180, boul. Dorchester Est, 3 ième étage, Montréal, (Québec)
Canada, H2X 1N6

Téléphone: (514) 397-1753

L'OCSD a vu le jour en 1983. Son principal objectif est de réaliser des programmes de transfert de ressources humaines, financières et matérielles avec des pays économiquement défavorisés, pour des personnes réfugiées, en particulier par l'envoi et le soutien de volontaires à l'étranger. Les volontaires sont des intervenants qualifiés professionnellement, ayant les mêmes orientations que l'OCSD et auxquels on donne une formation avant leur départ pour l'étranger. L'OCSD travaille de concert avec des groupes populaires, des organismes et des institutions qui oeuvrent au service des populations du Tiers- Monde. Elle apporte une attention particulière aux actions impliquant les femmes très souvent exclues des projets de type organisationnel, productif et économique.

Les projets de l'OCSD se déroulent présentement en Afrique centre-occidentale (Bénin, Cameroun, République centrafricaine), en Afrique centre orientale (Burundi et Rwanda), en Afrique du Nord (Tunisie), en Amérique centrale (Nicaragua), dans les Caraïbes (République dominicaine) et en Amérique du Sud (Bolivie et Colombie). Les principaux secteurs d'intervention sont le développement

communautaire (en particulier, la formation technique et l'alphabétisation dans des centres de développement en milieu rural), la santé et le développement agricole.

Au Canada, les activités de l'OCSD visent surtout la sensibilisation du public. L'organisme publie un bulletin d'information intitulé: INFO OCSD.

YMCA de Montréal

Personne-ressource: Madame Carmel Limousin

Adresse: 1441, rue Drummond, Montréal, (Québec), H3G 1W3

Téléphone:(514) 849-5331

Le YMCA de Montréal, fondé en 1851, prête son appui aux initiatives communautaires de développement international. Affilié à plus de 75 autres "Y" au Canada, le YMCA de Montréal fait partie d'un mouvement international actif dans 90 pays. La vocation du Y à Montréal est l'éducation du public au développement (pour comprendre les causes du sous-développement, de la pauvreté, de l'analphabétisme, etc.) et l'aide financière aux projets d'outre-mer en vue de la promotion de la justice sociale et de l'autodétermination de tous les peuples.

Le YMCA collabore à un projet de regroupement de femmes honduriennes qui utilisent la radio, les ateliers de travail pour sensibiliser la

communauté à l'importance de la scolarisation, de l'hygiène et de la santé chez les classes moins favorisées.

Club 2/3 Monde inc.

Personne-ressource: Monsieur Réjean Piché

Adresse: 10 770, rue Chambord, Montréal, (Québec), H2C 2R8

Téléphone:(514) 382-7922 ou **Télex:** 05-826587

Né en 1970 au Collège Marie-Victorin de Montréal-Nord, le Club 2/3 Monde réunissait alors une dizaine d'étudiants autour de leur animateur de pastorale, le P. Bernard Dubois. Très tôt, il eu un impact sur la sensibilisation du public avec la "Marche 2/3". En 1974, il débordait les cadres du collège qui l'avait vu naître et obtenait, en 1976, le statut d'organisme incorporé et devenait l'un des membres fondateurs de l'AQOCI.

Ses objectifs principaux sont les suivants: 1° l'éducation du public par la création et le développement de matériels d'information et de formation sur les multiples facettes de la coopération internationale, adaptés aux groupes-cibles; 2° la sensibilisation de la population d'ici; 3° l'animation des groupes; 4° la réalisation des projets outre-mer dans des domaines divers: la santé, l'agro-alimentation, l'éducation, le développement communautaire, le transport et les communications et, prioritairement, l'eau potable.

Des projets directement reliés à l'alphabétisation se déroulent présentement au Kenya où le Club 2/3 Monde apporte son appui dans le projet d'alphabétiser les adultes et en Haïti où s'effectue la formation d'animateurs pour l'alphabétisation.

Jeunesse Canada Monde

Personne-ressource: Monsieur Kaspar Pold

Adresse: 4624, Côte-des-Neiges, Montréal, (Québec), H3V 1G4

Jeunesse Canada Monde existe depuis 16 ans. L'organisme a comme principale vocation de former des jeunes âgés de 17 à 20 ans comme ressources humaines dans le milieu du développement et de la coopération. Jeunesse Canada Monde procède donc à un échange de jeunes participants canadiens pendant une période de trois mois avec des jeunes issus de pays en voie de développement. Par la suite, les jeunes des pays visités viennent habiter eux aussi, pendant trois mois, en terre étrangère, c'est-à-dire au Canada. Les principaux objectifs de ces échanges culturels sont éducationnels et orientés vers l'apprentissage de la base de la vie économique, de l'agriculture, des services sociaux, vers le développement d'une pensée critique et analytique.

Les programmes d'échange culturel impliquent, de la part des participants: 1° l'acquisition d'une compréhension des réalités socio-économiques des communautés d'accueil des deux pays, ces communautés étant le reflet en microcosme de la société en général; 2°

des capacités de comprendre, respecter et fonctionner avec des gens détenant des valeurs et idéologies différentes, tant au Canada qu'à l'étranger; 3° une compréhension du rôle social des individus dans le développement de leur milieu (aux niveaux local, national, international) 4° des habiletés à agir, à devenir "agents de changement".

L'alphabétisation des adultes s'insère dans le cadre élargi des programmes de services sociaux. Par exemple, au Pérou, où l'alphabétisation des paysans est essentielle au développement de meilleures conditions pour l'agriculture, les jeunes participants peuvent être amenés à jouer le rôle d'alphabétiseurs auprès des adultes inscrits à ces programmes sociaux éducatifs. Les participants choisissent leur implication jusqu'à un certain point.

OCED

Personne-ressource: Madame Lisette Alarie

Adresse: 181, rue Bourget, Montréal, (Québec), H4C 2M1

Téléphone:(514) 934-0329 ou 1-800-268-1121

Depuis 1959, l'OCED se consacre au besoin le plus essentiel des populations du tiers-monde: apprendre à lire et à écrire. Elle fournit donc des livres, des effets scolaires et des outils pédagogiques nécessaires dans les institutions éducatives du Tiers-Monde. Chaque année l'OCED reçoit en don des manuels scolaires et des livres qu'elle

expédie dans plus de 2 000 écoles et bibliothèques d'outre-mer. Les critères de sélection des livres sont stricts. L'OCED n'envoie pas de livres de propagande politique ou religieuse. Au cours des années, l'OCED a élargi son rôle au sein des pays en voie de développement et envisage l'alphabétisation comme un des aspects du processus de développement des ressources humaines. L'OCED met donc, de plus en plus, l'accent sur la formation non conventionnelle des adultes, les programmes d'orientation et l'aide technique dans les organismes établis de développement communautaire outre-mer.

En septembre 1985, l'OCED recevait le Prix d'alphabétisation décerné par l'UNESCO, pour sa compétence particulière en matière d'approvisionnement en livres et en papier, outils essentiels aux programmes éducatifs au Tiers-Monde. Elle expédie aussi des fonds, des machines à écrire et à reproduire, fournit de l'aide au niveau de la publication dans les langues autochtones de manuels scolaires, de matériel de lecture, de brochures portant tant sur l'alphabétisation que sur des sujets d'intérêt public comme l'agriculture, la nutrition, la santé, etc. Ce matériel expédié, dont la valeur dépasse 3 millions de dollars par année, provient de maisons d'édition, de commissions scolaires, de bibliothèques publiques, d'universités, d'associations professionnelles et d'individus.

En plus de l'envoi de matériel essentiel à l'alphabétisation, l'OCED apporte son aide à des projets de mini-bibliothèques locales et d'alphabétisation fonctionnelle. Elle publie aussi un bulletin

d'information trimestriel intitulé: NGOMA, mot qui signifie en langue swahili: "les tambours qui parlent".

CECI

Personnes-ressources: Messieurs André Demers et Robert Saint-Amant

Adresse: 4824, Côte-des-Neiges, Montréal, (Québec), H3V 1G4

Téléphone: (514) 738-1999

Créé en 1958 et incorporé en 1968, le CECI, en plus de faire de la formation au Canada, de préparer des volontaires et des coopérants à une action dans les pays outre-mer et d'envoyer des ressources humaines en vue d'une coopération internationale, a élargi son champ d'activités de coopération à la conception et à la gestion de projets dans les domaines du développement rural, de la formation des ressources humaines et de l'appui à la micro-entreprise. Le CECI est bénéficiaire d'un important fonds de bibliothèque qui leur a été légué par les Jésuites. Il maintient donc un service d'analyse et de recherche sur les différents pays du Tiers-Monde et informe et sensibilise le public sur les besoins des pays moins développés.

L'alphabétisation fait présentement partie intégrante de trois projets de coopération axés sur la conception de programmes: en République de Guinée, au Gabon et au Tchad où l'on projette d'alphabétiser dans la langue nationale. De façon générale, le volet de l'alphabétisation au CECI s'insère dans des projets de développement rural (techniques

agricoles, élevage), de l'animation et de l'organisation paysanne, de formation et autopromotion des collectivités rurales, de la santé, de la nutrition, d'organisation communautaire, de formation de groupes de femmes, de formation en gestion, d'éducation informelle des adultes, de la protection et de la restauration de l'environnement.

Développement et Paix

Personne-ressource: Monsieur Michel Rousseau

Adresse: 2111, rue Centre, Montréal (Québec), H3K 1J5

Téléphone: (514) 932-5136

L'organisme Développement et Paix existe depuis 1967. Sa principale vocation est de coopérer financièrement avec les pays du Tiers-Monde (entre autres: Haïti, pays d'Afrique, Brésil, Nicaragua, Bolivie, Chili, dans le cadre de projets de développement visant l'amélioration de l'agriculture, de la santé, de la formation professionnelle, de la coopération économique et du développement communautaire. L'organisme Développement et Paix a comme objectif principal d'apporter un secours direct aux populations les plus pauvres, marginalisées, des milieux ruraux.

Les activités d'alphabétisation, inspirées de Paulo Freire, s'insèrent dans des programmes élargis de prise de conscience psycho-sociale (par

exemple, le programme concernant le Kénya). L'organisme Développement et Paix a obtenu la médaille de l'UNESCO pour son travail au Nicaragua. Au Canada, la principale vocation de l'organisme est de sensibiliser le public et de former des groupes de bénévoles. Développement et Paix publie un bulletin d'informations intitulé: **Solidarités.**

ORGANISMES DE CONCERTATION

ACDI

Personne-ressource: Monsieur Rémy Beaulieu, secteur éducation, Direction du développement social

Adresse: Hull (Québec), Canada, K1A 0G4

En plus de subventionner les projets des organismes de coopération internationale à travers tout le Canada, l'ACDI a publié un rapport faisant état de sa contribution à l'alphabétisation et à l'éducation de base des femmes dans les pays en développement, en octobre et décembre 1985. La lutte contre l'analphabétisme se joue sur deux plans: 1° au plan de l'éducation formelle, par la scolarisation des enfants au niveau de l'école primaire; 2° au plan de l'éducation non-formelle, par des activités d'alphabétisation pour les jeunes et les adultes non scolarisés, en dehors du cadre scolaire.

Le rapport étudie l'impact 1° des activités d'alphabétisation, dans le cadre ou le non-cadre de projets de développement; 2° des projets d'éducation de base, comprenant ou ne comprenant pas un volet "alphabétisation"; 3° des activités de formation non-formelle dans le cadre de projets, apparentées au concept d'éducation de base (formation en santé, nutrition, agriculture, etc.).

L'étude parvient à des données intéressantes en ce qui a trait à la typologie des projets d'alphabétisation, aux facteurs de succès des projets d'alphabétisation des femmes, à l'impact des projets d'alphabétisation des femmes sur le développement et, enfin, sur la politique des autres donateurs dans ce secteur d'intervention.

ICEA

Personne-ressource: Madame Esther Désilets

Adresse: 506, rue Sainte-Catherine est, Suite 800, Montréal, (Québec), H2L 2C7

Téléphone: (514) 842-2766

L'ICEA est un organisme qui existe depuis trente ans et qui regroupe des intervenants issus des services de l'éducation des adultes, des universités, des groupes populaires, des syndicats, des fédérations diverses, des individus-membres, des réseaux institutionnel et populaire. L'organisme, dont 60% du budget lui provient de subventions statutaires des gouvernements provincial et fédéral, pilote principalement trois

dossiers majeurs: 1° l'éducation populaire autonome (en particulier, l'alphabétisation); 2° les communications; 3° les politiques et l'éducation des adultes.

L'ICEA est un organisme-conseil, un carrefour, un lieu de concertation où divers intervenants veillent au développement de l'éducation des adultes au Québec et au Canada francophone dans le sens d'une démocratisation et d'une accessibilité des services de formation pour les adultes. En 1985, l'ICEA a participé à la quatrième conférence de l'UNESCO, à Paris, conférence à laquelle collaborait aussi le RGPA qui faisait accepter une déclaration sur le droit d'apprendre. L'ICEA participe aussi activement à la Commission canadienne de l'UNESCO sur l'éducation.

Les principales activités de l'ICEA sont les suivantes: élaboration de recherches-actions, de dossiers politiques, de mémoires, interventions politiques (réactions à l'actualité politique), régies publiques, rédaction d'un bulletin de liaison intitulé: L'ICEA.

Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec

Personne-ressource: Monsieur Marc Ferland

Adresse: 155, boul. Charest Est, 5e étage, Québec, (Québec), G1K 6X9

Téléphone: (418) 643-8830

Un comité d'alphabétisation a été mis sur pied à l'automne 1984, au sein du syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec. Suite à une proposition votée par l'AGS le 29 septembre 1984, le syndicat décidait d'offrir à ses membres la possibilité de devenir alphabétiseures et alphabétiseurs, et ce, pour venir en aide aux adultes "analphabètes" à travers tout le Québec. Le SPGQ s'entourait alors d'une équipe de pédagogues qualifiés: le groupe de recherche "La maîtresse d'école". Conjointement, ils ont produit un guide pédagogique intitulé: **Pour apprendre la lecture et l'écriture à des adultes.** Un budget de 20 000$ est consacré à l'alphabétisation, pour l'année 1986-1987.

Le SPGQ publie un bulletin d'information intitulé **Dans la mêlée**, dont trois numéros spéciaux ont été consacrés aux phénomènes de l'analphabétisme et de l'alphabétisation au Québec. Les activités d'alphabétisation prônées par le SPGQ se fondent sur une méthode "active" et "interactive" d'apprentissage (où les rapports

formatrices/formateurs et apprenantes/apprenants sont "égalitaires") dont les principaux inspirateurs sont C.Freinet et Paulo Freire.

Laubach Literacy of Canada

Personne-ressource: Monsieur Gerald L. Bleser

Adresse: G. L. Blezer, District of Bedford Regional School Board, 429, River Street, Box 20, Cowansville, (Quebec)

LLC, P.O. Box 6548, Station "A", St-John, (New-Brunswick), E2L 4R9

Téléphone: G. L. Bleser: 1-514-263-3775
LLC: (506) 642-4357

La méthode Laubach a été développée dans les années 1930 par le docteur Laubach pour la population des Moros aux Philippines. Cette méthode a été adaptée à plus de 300 langues dans une centaine de pays à travers le monde. Au Canada anglophone, on utilise la version américaine de cette méthode. Plusieurs organismes qui en font l'usage souhaiteraient une version canadienne de ce matériel pédagogique pour des raisons d'identité culturelle et de différences marquées dans la prononciation de l'anglais canadien par rapport à l'américain.

LLC a vu le jour au début des années 70 en Nouvelle-Ecosse. Au Québec, LLC est apparu en 1978. En 1983, on assistait à la première conférence nationale. En 1986, neuf provinces font partie du mouvement. Il y a donc des conseils partout, sauf en Colombie-Britannique. La principale vocation du LLC est la formation de bénévoles alphabétiseurs et la "disponibilisation" du matériel d'apprentissage. Les bénévoles se

retrouvent surtout dans la population féminine. L'alphabétisation se déroule en anglais et certains adultes pour qui l'anglais est une langue seconde bénéficient aussi des services du LLC. La formation des adultes analphabètes, dans le cadre du LLC, se déroule dans un système de "one to one", c'est-à-dire de tutorat où l'alphabétiseur bénévole est en contact privilégié avec l'adulte apprenant. Tous les bénévoles formateurs doivent recevoir une formation de 12 heures. L'organisme LLC procède à un suivi du jumelage apprenant-bénévole.

Laubach Literacy of Canada / Quebec

Personne-ressource: Madame Grace Saabas, chairman

Adresse: 4038, avenue Marcil, Montréal, (Québec), H4A 2Z6

Téléphone: (514) 484-3380

N.B. L'entrevue avec la personne-ressource du LLC/Q s'étant déroulée en anglais, c'est dans cette langue que je donne les informations suivantes.

LLC/Q has 10 councils with various english School Boards trough all the province: Châteauguay Valley Reading Council, Eastern Quebec Regional School Board, Eastern Townships Regional School Board, Gaspesia Regional School Board, Lakeshore/Baldwin-Cartier School Board, Laurentian School Board, Laurenval Regional School Board, PSBGM-RECLAIM, South Shore

Reading Council, Townshippers Reading Council, Western Quebec Literacy Council.

The organization has been offering literacy activities since the spring of 1980. At the time the Literacy Program began, the group was part of NALA. The organization works with people who already speak english, both men and women over the age of 18. Some of the students are senior citizens; others have physical or mental handicaps; some of the students are in prison.

The purpose of LLC/Q is to coordinate and assist member councils in enabling adult native speakers of english or speakers of other languages to acquire necessary basic skills in reading, writing, listening, speaking, mathematics and science. The organization also hopes to promote an awareness in the province of Quebec of the problems of the adults illiterate and to promote the writing of materials for adult illiterates and to help to create new councils in the province of Quebec. LLC/Q works cooperatively with other groupes involved with literacy in Quebec, in Canada and internationaly.

Quebec Literacy Working Group

Personne-ressource: Madame Ann Gauvin

Adresse: 2046, Chemin Saint-Louis, Sillery, (Québec), G1T 1P4

Téléphone: (418) 688-8733

N.B. L'entrevue avec la personne-ressource du QLWG s'étant déroulée en anglais, c'est dans cette langue que je donne les informations suivantes.

The QLWG was created in 1979. The QLWG has been involved since the beginning in offering animation for both the professionnal from the School Boards as well as the volunteers who are part of the program. The QLWG as a group provided workshops relating to the training of volunteers to the Laubach method and the use of accompanying materials. The organization has also on a regular basis workshops on Team Building and Communications, Public Relations, Writing New Materials and Learning Disabilities. The QLWG has provided a leadership necessary in the establishment of volunteer councils within the anglophone center. Through the group, people have explored, shared and initiated literacy projects. QLWG was instrumental in securing an in-watts line for literacy which functioned solely, at first for the anglophone sector, and secondly as a bilingual service. QLWG is offering services to 11 english School Boards in the province, 4 Catholic School Boards on the island of Montreal and the 2 Indian Boards. Nationaly, QLWG is

associated directly with LLC who provides the necessary direction for the volunteers, the resource materials and human resources.

Alpha-Liaison

Personne-ressource: Monsieur Marc Thiffault

Adresse: CSR Chambly, 25, Chemin de Chambly, Longueuil, (Québec), J4H 3L2

Téléphone: (514) 670-3130, poste 214

Le bulletin de liaison à l'intention des alphabétiseurs du Québec, intitulé Alpha-Liaison, a été créé au printemps 1981. Il répondait dès lors à un besoin de briser l'isolement caractéristique des alphabétiseurs, d'informer et de stimuler les intervenants et de supporter des réflexions. Alpha-Liaison se veut un outil d'instrumentation, un lieu d'expression très ouvert, favorisant la concertation entre les 2 réseaux, celui des CS et celui des OVEP. Ainsi, les articles, les dossiers, les témoignages, les nouvelles, les informations sur les publications récentes et les pratiques d'alphabétisation dans les régions du Québec, reflètent une image des situations et questionnements d'actualité. L'utilisation du bulletin d'information devrait avoir un impact sur le terrain, en étant de plus en plus un instrument possible de perfectionnement dans le travail des intervenants en alphabétisation. Alpha-Liaison a un tirage de 1 300 exemplaires; il est distribué gratuitement aux intervenants directs ou

indirects, aux DEA, aux étudiants d'universités, aux chercheurs, aux CLSC, ainsi qu'à d'autres organismes, comme l'UNESCO et le CSE. Le bulletin est aussi diffusé à l'extérieur du Québec: milieu franco-ontarien, Belgique, France, Nicaragua, Madagascar. Le tirage actuel ne permet pas de rejoindre les médias: journaux, radios et télévisions. Le contenu de Alpha-Liaison est rédigé à 98% par les lecteurs eux-mêmes et les apprenants "analphabètes" peuvent aussi s'y exprimer.

Comité provincial en alphabétisation dans les commissions scolaires (CPACS)

Personne-ressource: Monsieur Lino Mastriani

Adresse: 1035, de la Chevrotière, 10e étage, Québec, (Québec), G1R 5A5

Téléphone: (418) 643-7093

Le CPACS est un comité consultatif animé par la DGEA. Les membres du comité font partie des régions administratives du MEQ, en plus du secteur anglophone. Des représentants de la TREAQ font aussi partie du CPACS. Ainsi, ce comité regroupe des gestionnaires de services, des conseillers pédagogiques, des coordonnateurs de programmes, des animatrices et animateurs en alphabétisation membres de l'Equipe inter-régionale des animateurs et animatrices en alphabétisation au Québec. Ce comité organise des rencontres, travaille en sous-comités

sur des questions et problèmes particuliers et fait, par la suite, des recommandations à la DGEA. Il assure aussi un lien important avec le TREAQ, dans le domaine de l'alphabétisation des adultes.

Equipe inter-régionale des animateurs et animatrices en alphabétisation

Personne-ressource: Monsieur Jean-Yves Desjardins

Adresse: CS Thetford Mines, 277, rue Argouin, C.P. 29, Thetford-Mines, (Québec), G6G 5S2

Téléphone: (418) 338-0101

L'Equipe inter-régionale des animateurs et animatrices en alphabétisation a été constituée en 1982-1983. Cette équipe est née d'une volonté de promouvoir la régionalisation de l'alphabétisation des adultes au Québec par l'Equipe d'aide au développement (EAD) qui pilotait alors le dossier de l'alphabétisation à la Direction générale de l'éducation des adultes (DGEA). Suite au démantèlement de l'EAD en 1983, Martin Forest, professionnel à l'emploi de la DGEA, reconvoquait les animateurs et animatrices régionaux pour élargir à toutes les régions les efforts d'une régionalisation qui avait déjà été amorcée dans certaines régions administratives de la province de Québec.

L'Equipe inter-régionale est d'abord et avant tout un lieu de rencontre, d'échange d'informations et de ressourcement des animatrices et des animateurs. Elle se veut aussi un organisme de concertation. Ainsi, dans quelques régions québécoises, des représentants et représentantes

des Organismes volontaires en éducation populaire (OVEP) font partie de l'Equipe inter-régionale.

Chacune des 11 régions administratives du Québec est généralement représentée par deux personnes au sein de l'Equipe inter-régionale. S'y retrouvent des conseillers pédagogiques, des animatrices et animateurs-terrain, des formatrices et formateurs de chacune des régions administratives. A tous les ans, sont planifiées trois rencontres provinciales: à l'automne, en janvier-février et en mai. Ces rencontres réunissent, en plus des animatrices et animateurs régionaux, les professionnels responsables du dossier de l'alphabétisation à la DGEA et le responsable du Bulletin d'information **Alpha-Liaison**. L'Equipe inter-régionale souhaiterait que des représentants des OVEP soient aussi présents lors de ces rencontres.

L'Equipe inter-régionale des animateurs et animatrices en alphabétisation promeut une alphabétisation de type communautaire qui vise le développement intégral de l'adulte à même sa communauté. Ainsi, les orientations pédagogiques, les liens et le partage des responsabilités avec la communauté, la fonction sociale des intervenants, le chagement social et culturel dans le milieu de l'alphabétisation des adultes sont toujours orientés "sur la clientèle analphabète et (ont) pour objectif de dépasser le strict apprentissage du code, pour faire de toute la démarche éducative un lieu de changement individuel et collectif". "L'ALPHA (sic) communautaire est un concept qui tente de rééquilibrer l'approche "scolarisante" et l'approche "conscientisante". Nous la croyons mieux adaptée à la réalité

québécoise puisqu'elle est issue de pratiques existantes et que de plus elle s'inscrit dans le sillon de la nouvelle politique de l'éducation permanente." (Enoncé d'orientation et plan d'action en éducation des adultes, Ministère de l'Education du Québec, mars 1984, cité dans Ginette Belcourt, Alpha communautaire, novembre 1984, p. 10).

Les activités de l'Equipe inter-régionale se déroulent aux plans régional, inter-régional, et provincial. Les décisions et/ou discussions issues des rencontres de l'Equipe ont des répercussions sur des actions effectuées localement.

Au plan international, un des membres du comité excutif a fait partie à l'automne 1985, d'une mission en France, dans le but d'inventorier les actions menées en alphabétisation, plus précisément à Paris, Rouen, Tours et Angers. Serait-ce là l'amorce d'une coopération possible avec des intervenants français en alphabétisation?

Le plan d'action de l'équipe inter-régionale des animatrices et animateurs régionaux vise à permettre aux animatrices et animateurs régionaux d'échanger sur les politiques et plans du MEQ en matière d'alphabétisation des adultes, de discuter des actions régionales de chacun, de fournir la possibilité de ressourcements, d'évaluer les actions communes et, enfin, d'apporter un support au bulletin d'information Alpha-Liaison.

L'Equipe travaille en collégialité. Les activités du comité de coordination consistent à exécuter le plan d'action détaillé par l'Equipe entière. La participation des animateurs et animatrices

régionaux est assumée financièrement par la DGEA. Le budget alloué est administré régionalement par chaque SEA des CSR. Le comité de coordination bénéficie lui aussi d'un budget spécifique de la DGEA.

La démarche collective de l'Equipe inter-régionale amène actuellement les animatrices et animateurs régionaux à planifier et à réaliser des actions concrètes de concertation au niveau provincial. Les membres ont donc l'intention de faire connaître davantage leur orientation et leur plan d'action aux gestionnaires des CS.

Instigatrice de la recherche-action sur le développement de l'alphabétisation au Québec et participante active à la remise sur pied du comité provincial en alphabétisation dans les commissions scolaires, l'Equipe inter-régionale des animatrices et animateurs régionaux veut, dans les mois à venir, s'interroger plus particulièrement sur la publicité et la promotion de l'alphabétisation au Québec.

Regroupement des Groupes Populaires en Alphabétisation du Québec

Adresse: 5040, boul. Saint-Laurent, app. 1, Montréal, (Québec),
H2T 1R7

Téléphone: 514-277-9976

Voici le texte intégral de la lettre que m'a fait parvenir le RGPA, pour expliquer son refus de participer à la recherche-action:

Montréal, le 15 avril 1986

Madame Hélène Blais
Coordonnatrice provinciale
Recherche sur l'alphabétisation
Direction de l'éducation permanente
600, rue Fullum (4 ième étage)
Montréal
H2K 4L1

Madame,

Suite à la position adoptée par notre assemblée générale de ne pas répondre au questionnaire portant sur les activités d'alphabétisation, le comité de coordination du Regroupement a décidé, lors de sa dernière rencontre de vous transmettre la décision adoptée ainsi que les raisons qui ont motivé le refus de répondre à l'enquête. La présente veut donc faire le point sur cette question.

Le Regroupement des Groupes Populaires en Alphabétisation du Québec existe depuis cinq (5) ans. Des neuf (9) groupes fondateurs du début, ce sont maintenant trente (30) groupes qui sont réunis pour, principalement, défendre l'alphabétisation populaire, la promouvoir et la développer. Pour nous, l'alphabétisation est une démarche politique et pédagogique qui permet de donner aux personnes ne sachant ni lire ni écrire un meilleur pouvoir sur leur vie, leur environnement. Lors d'un congrès d'orientation tenu les 20 et 21 mars derniers, les vingt-sept (27) groupes présents ont élaboré et précisé notre membership et le sens d'une alphabétisation populaire. Une quinzaine de participants

analphabètes y ont travaillé à titre de membres actifs de leur groupe. Pour le Regroupement, c'est une première qui officialise la place que nous voulons donner aux participants et participantes et qui permettra de donner un sens plus marqué à leurs revendications.

C'est lors de ce congrès que les vingt-sept (27) groupes ont voté, à l'unanimité, de ne pas participer à la recherche-action sur le développement de l'alphabétisation. Le comité de coordination du Regroupement avait été saisi, auparavant, de l'objet de cette recherche et, bien que réticent à certains aspects du contenu, avait laissé ses membres libres d'y participer ou non. Cependant, l'assemblée, considérant le fait qu'il y a toujours un moratoire sur l'accès au programme OVEP pour les nouveaux groupes, trouvait indécent que l'on demande à ces derniers d'expliquer leur travail pédagogique et administratif alors que l'on refuse de les reconnaître et de les financer mais aussi parce que ces groupes doivent lutter quotidiennement pour maintenir leurs portes ouvertes. C'est une des raisons qui ont amené l'assemblée générale à se solidariser avec les nouveaux groupes et à ne pas cautionner une situation qui nous semble inacceptable pour eux.

Nous voulons toutefois, par cette lettre, préciser d'autres raisons qui ont éclairé la décision de ne pas participer à cette enquête.

Nous avons toujours été ouverts aux échanges sur l'alphabétisation: les recherches de nos groupes, notre participation à différents colloques, l'ouverture de notre centre de documentation le prouvent amplement.

Par contre, nous avons dû défendre la spécificité de notre intervention, sa qualité, sa pertinence afin d'être reconnus et financés adéquatement.

Nous ne sommes pas des institutions, nous devons défendre notre existence même chaque année. Par exemple, alors que les commissions scolaires ont vu un déplafonnement de leur budget pour l'alphabétisation en 1985-86, le programme OVEP lui, était encore sous le coup d'un moratoire fermant l'accès aux nouveaux groupes. Par ailleurs, les participants reçoivent des allocations d'aide sociale supplémentaires lorsqu'ils suivent des cours dans des commissions scolaires alors que nos participants n'y ont pas droit pour une même formation. Chaque jour, nous constatons la précarité de notre existence et de notre reconnaissance. Le gouvernement libéral nous impose de plus en plus de restrictions budgétaires dans tous les domaines sociaux. Les groupes populaires d'alphabétisation et les OVEP seront-ils considérés à plus ou moins long terme comme un dédoublement de services?...

La recherche-action intervient dans ce contexte politique. Pour nous, elle ne permet pas de situer les partenaires de façon claire. Nous avons l'impression que nous sommes interrogés à partir d'une grille "neutre" qui souvent fait référence à une réalité d'institution qui n'est pas la nôtre.

Quelles que soient les bonnes intentions de ceux et celles qui la coordonnent, cette recherche est parrainée et supervisée par notre principal bailleur de fonds, le ministère de l'Education.

Il nous apparaît tendancieux de soumettre l'ensemble de nos états financiers et administratifs, l'ensemble des chiffres concernant notre clientèle, nos critères d'embauche à ceux qui exercent un contrôle sur notre survie même.

On peut faire dire ce qu'on veut aux chiffres. Par exemple, si nous soumettons ce que nous pouvons arriver à faire avec quarante mille dollars (40,000 $), la situation paraît extraordinaire... Par contre, ce résultat est en réalité obtenu au détriment de conditions de salaire et de travail décentes (six (6) mois de "bénévolat" par année n'étant pas une situation normale!), de locaux trop petits, de bénévolat non comptabilisé.

Comment évaluer ce que nous coûte une heure d'alphabétisation. Pour financer une heure d'alphabétisation, nos membres formateurs doivent souvent dépenser plus de quatre heures de travail comme téléphoniste, administrateur, animateurs terrains, commis comptable, concierge... De plus, l'alphabétisation est une démarche qui inclut dans nos groupes une participation aux structures démocratiques de l'organisme, des activités hors-cours, des services individuels... Si ça nous coûte plus cher de l'heure de formation financée, serons-nous considérés comme moins efficaces?

Par ailleurs, si les données fournies individuellement par nos groupes permettent d'identifier des lacunes, des taux d'abandon élevés, quel effet cela aura-t-il sur leur prochaine subvention. Nos groupes étant très diversifiés dans leurs structures et leur fonctionnement comment évaluer équitablement la nature des activités, la répartition des budgets?

En présentant des critères d'embauche et la qualification de notre personnel, n'y a-t-il pas un risque de se voir imposer un personnel qui ne correspond pas nécessairement aux pratiques et philosophie d'un groupe populaire?

Beaucoup de questions direz-vous; et peu de réponses. Ce qui nous déçoit d'ailleurs c'est que la recherche ne porte aucunement sur nos besoins, nos attentes, les lacunes actuelles. Pourtant, ce sont peut-être ces informations qui nous permettraient d'évaluer les besoins similaires et d'élaborer ce futur plan en alphabétisation dont nous avons tant besoin.

La recherche, telle qu'elle est postulée actuellement, risque d'être un portrait un peu "naïf et humaniste" sur la réalité de l'alphabétisation. A enligner des noms, des chiffres, des réalités différentes, on peut facilement déduire que l'alphabétisation se porte

bien au Québec et oublier que ce dossier politique a encore besoin d'être reconnu et priorisé.

D'autre part, le temps requis pour répondre adéquatement à cette recherche est aussi un peu "indécent". Y répondre, c'est ajouter une quinzaine d'heures, souvent bénévoles, à toutes les autres que nous consacrons chaque semaine pour présenter notre organisme afin de le faire financer.

C'est aussi une duplication avec les fameux rapports DVEP que nous remettons en juin de chaque année pour justifier nos subventions. N'y a-t-il pas là un véritable dédoublement de service? C'est frustrant d'écrire quand il y a de fortes chances de n'être jamais lu...

Nous aimerions beaucoup que cette lettre d'explication soit publiée dans les catalogues régionaux. Ce serait pour nous un geste d'ouverture de la part du comité qui respecterait ainsi notre choix et les conditions dans lesquelles nous évoluons comme groupes populaires d'alphabétisation.

Nous signifions notre refus que cette recherche serve à des fins de coupures et de rationalisation des services.

Nous voulons aussi sensibiliser les autres partenaires en alpha à nos conditions propres et leur rappeler que la situation de l'alphabétisation n'est pas rose au Québec et qu'elle doit être consolidée rapidement dans un plan de développement.

Nous sommes ouverts à toutes discussions futures,

En espérant une réponse positive,

Sylvie Roy

pour le Comité de coordination du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec

c.c.: M. Jean-Paul Hautecoeur
M. Guy Mercier
Aux répondants régionaux responsables de l'enquête
Alpha-Liaison
Comité provincial en alphabétisation

Direction générale de l'éducation des adultes

Personne-ressource: Monsieur Lino Mastriani

Adresse: 1035, de la Chevrotière, 10e étage, Québec, (Québec),
G1R 5A5

Téléphone: (418) 643-7093

La DGEA a plusieurs mandats, divisés en 13 volets principaux:

1° assurer la concertation de la politique de l'éducation des adultes avec les diverses unités administratives du MEQ, en tant qu'elles sont impliquées par une telle activité;

2° coordonner les activités du MEQ en éducation des adultes avec celles des autres ministères et autres organismes et représenter le MEQ auprès des organismes québécois, fédéraux ou autres, impliqués dans le champ de l'éducation des adultes;

3° orienter et assurer en concertation avec les autres unités du MEQ, le développement de la formation générale, de la formation professionnelle et de la formation socioculturelle des adultes;

4° coordonner les actions d'analyse de besoins de formation provenant des organismes scolaires, communautaires et autres, des autres ministères et de diverses instances gouvernementales et définir les programmes d'activités appropriées;

5° élaborer, réviser et mettre à jour les programmes de formation conduisant à une reconnaissance ministérielle, les guides pédagogiques et autres matériels didactiques, ainsi que les instruments d'évaluation des acquis de formation scolaires et expérientiels, le tout en collaboration avec le secteur de la planification et du développement pédagogique;

6° établir, en collaboration avec les autres unités impliquées, les politiques de reconnaissance des acquis et les règles afférentes, en assurer l'application et effectuer la sanction des études pour les adultes;

7° élaborer des règles de gestion requises pour assurer la mise en oeuvre de la politique, des plans d'actions, des programmes

d'activités pour les clientèles particulières et les programmes destinés aux adultes;

8° collaborer à l'analyse des ressources financières requises pour la gestion du réseau des adultes et collaborer à l'évaluation de la situation financière de l'éducation des adultes;

9° participer à l'établissement des critères d'allocations des ressources et des règles budgétaires pour les activités destinées aux adultes dans les commissions scolaires, assurer le financement de certains programmes et autoriser les demandes d'allocations supplémentaires pour le réseau scolaire;

10° collaborer à l'établissement des modalités de gestion et de financement des activités de formation commanditées par les autres ministères ou organismes gouvernementaux et réalisées en milieu scolaire;

11° favoriser le développement des activités d'éducation populaire dans les associations sans but lucratif, administrer les programmes de subventions appropriés et en évaluer les réalisations;

12° assurer à la direction générale des régions le support requis pour qu'elle réalise certaines actions à caractère régional propres aux adultes et pour l'implantation en milieu scolaire des activités de l'éducation des adultes qui sont appropriées à une telle action;

13° préparer annuellement un rapport d'évaluation de l'application de la politique de l'éducation des adultes et des diverses activités réalisées.

La DGEA a entrepris des actions en alphabétisation. Plus particulièrement, elle a mis sur pied une recherche-action sur le développement de l'alphabétisation au Québec, sorte d'inventaire systématique et complet sur une base régionale de tous les types d'interventions dans chacun des organismes impliqués en alphabétisation au Québec. Cette enquête a été effectuée dans le but de favoriser une plus grande cohérence et de garantir une efficacité accrue des services d'alphabétisation au Québec, compte tenu de la croissance de l'offre des

services, de la réponse aux "besoins" des "clientèles" spécifiques (jeunes, allophones, autochtones, personnes handicapées, etc.), du besoin d'établir des mécanismes de concertation entre les différents réseaux impliqués dans l'alphabétisation (CS, OVEP).

DGEA, Programme d'aide aux OVEP

Personne-ressource: Monsieur Guy Mercier

Adresse: DGEA, MEQ, Centre administratif "G",
1035, de la Chevrotière, Québec, (Québec), G1R 5A5

Téléphone: (418) 643-6370

Par le biais du programme d'aide aux OVEP, le MEQ reconnaît l'importance des OVEP au plan du développement social, économique et culturel du Québec. Le programme d'aide vise à contribuer financièrement à la réalisation d'activités d'éducation populaire, initiées et réalisées de façon autonome par les OVEP. Le programme privilégie les projets d'éducation populaire auprès de populations socio-économiquement faibles et/ou "clientèles" particulièrement démunies, soutenant des actions de prise en charge collective ou favorisant la réalisation d'apprentissages liés à des actions de prise en charge collective.

Pour l'année 85-86, seuls les projets provenant d'organismes accrédités, c'est-à-dire accrédités depuis le 1er août 1982 ou ayant présenté un

projet d'éducation populaire "accepté ou refusé", ont été admissibles. Les conditions d'admissibilité, celles qui conduisent à l'accréditation, sont: 1° être un organisme à but non-lucratif; 2° bénéficier d'une reconnaissance formelle dans le milieu; 3° établir son aptitude à pouvoir réaliser des activités d'éducation populaire.

Les OVEP, pour recevoir de l'aide financière, doivent remplir un formulaire de présentation d'un projet d'éducation populaire, dans lequel les postulants décrivent les activités d'éducation populaire projetées, les coûts encourus pour des personnes-ressources, du matériel didactique et les coûts de fonctionnement et doivent donner des références.

Pour l'année 1985-86, la DGEA allouait un montant de 2 120 356$ pour les projets d'éducation populaire présentés par les organismes locaux, régionaux et nationaux, visant à effectuer des activités d'éducation populaire auprès de personnes "analphabètes" et de personnes handicapées.

Direction générale de la recherche et du développement

Personne-ressource: Monsieur Jean-Paul Hautecoeur

Adresse: 600, rue Fullum, 4e étage, Montréal, (Québec), H2K 4L1

Téléphone: (514) 873-3537

Le principal mandat de la Direction générale de la recherche et du développement consiste en des activités de recherche, d'édition et de publication de recherches-actions. Ses activités régulières de recherche, depuis 1976, ont permis la production d'une dizaine d'ouvrages à diffusion massive. Elle s'occupe aussi d'animation et suscite la production de recherches en alphabétisation. La DGRD est donc en contact fréquent avec des administrateurs, des intervenants en alphabétisation au Québec, des concepteurs de programmes en alphabétisation, le public universitaire (étudiants, chercheurs, professeurs), des organismes et individus concernés par l'alphabétisation.

A la DGRD, un professionnel (sur les 6 en fonction) est affecté au dossier de l'alphabétisation des adultes. Celui-ci voit à promouvoir le développement et la croissance des activités d'alphabétisation dans une perspective d'éducation populaire. Il fait connaître les initiatives novatrices et les expérimentations qui méritent d'être développées dans ce domaine. Il conseille le MEQ en termes d'orientation de politiques. Il participe aux travaux d'études du CPACS, à des travaux de la

Commission canadienne pour l'UNESCO, à des colloques provinciaux, nationaux et internationaux.

Pour Monsieur Hautecoeur, l'alphabétisation est "une activité éducative d'initiation à la langue écrite et plus généralement aux symboles graphiques de communication, qui s'adresse aux personnes et aux groupes qui n'en maîtrisent pas suffisamment les usages quotidiens. Initiation donc à certains moyens de communication élémentaires, mais qui supposent un processus de changement des rapports sociaux de communication qui conditionnent l'exclusion de certains individus et groupes des échanges socio-linguistiques. L'activité éducative ou de formation est indissociable d'une action de transformation des conditions sociales de la communication."

Il nous reste à remercier toutes celles et tous ceux qui ont généreusement participé à cette recherche-action. Nous souhaitons que le bilan de toutes ces pratiques dans les organismes de concertation et les ONG à vocation internationale serve d'instrument de connaissance, d'information, de sensibilisation et d'outil de planification du développement futur de l'alphabétisation au Québec.